



# NOUVELLES IMAGES d'HAÏTI

**Le mensuel du Collectif Haïti de France**

**EDITORIAL** ————— janvier 2017 - n°158

## SOMMAIRE

**Page 1**

L'ARTICLE DU MOIS  
**Plus de coordination !**

**Page 3**

LES NOUVELLES DE NIH ONT UNE  
ENERGIE DURABLE

VU DANS LA PRESSE ET  
L'EDITION

*La France en campagne vue  
d'ailleurs*

*Christophe Colomb avait-il un permis  
de séjour ?*

**Page 4**

L'ACTUALITE DU CHF  
*Rencontre entre les collectifs  
régionaux sous le soleil de Marseille*

*Relance de la campagne "Solidaires  
des éleveurs haïtiens"*

Depuis plusieurs décennies les relations Haïti et reste du monde restent pour bon nombre de nos compatriotes et amis, opaques. Malgré la publicité décuplée qui est faite sur le sujet, notamment lors de catastrophe naturelles, il n'en reste pas moins une soif permanente de connaître l'envers du décor. En effet, ces liens qui peuvent être politiques, économiques, culturels, et autres atteignent leur apogée lors d'élan de solidarité qui se manifestent par divers moyens et laissent transparaître juste derrière, il faut le reconnaître, dans un flou artistique, des acteurs sans qui ces rapports internationaux perdaient tout sens.

Ces dernières années, Haïti a vu se développer et fleurir toutes sortes d'unions multilatérales avec des organisations, des pays, voire même quelques zones géographiques stratégiques, au travers soit de missions ponctuelles (stages humanitaires, services civiques...) ou de missions longues durées. Ces dernières ont toutes un tronc commun : l'assurance d'un développement durable dans les secteurs clés favorisant l'émancipation effective de la population. Celles qui sont encore dans la danse ne perdent pas de vue cet objectif principal et primordial qui se trouve tout au bout d'un chemin semé d'embûches.

Dans ce numéro nous choisissons de mettre en lumière quelques-uns de ces acteurs que nous avons rencontrés à leur retour de Bruxelles où les avait invités la Coopération Europe-Haïti. Ils ont tenté de lever le voile sur leurs actions et interventions en Haïti en collaborant avec de solides

partenaires.

## L'ARTICLE DU MOIS

### **Plus de coordination !**

Du lundi 27 au mercredi 29 juin 2016, trois responsables d'organisations de la société civile haïtienne étaient à Bruxelles à l'invitation de la Coopération Europe-Haïti. La Coopération Europe-Haïti (CoEH) est un réseau d'organisations et de plateformes de la société civile en Europe engagées en Haïti. Cette délégation était composée de Jocelyne Colas, de la Commission Episcopale Nationale Justice et Paix (CE-

JILAP), de Chenet Jean-Baptiste, de l'Institut de Technologie et d'Animation (ITECA) et de David Tilus, du Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement (GAFE). Du 30 juin au 2 juillet, ces responsables d'organisations de la société civile haïtienne étaient à Paris où ils ont obtenu des rendez-vous avec des responsables du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Française et de diverses ONG.

Nouvelles Images d'Haïti a rencontré cette délégation, le 30 juin, au siège de « Haïti Futur ». Nous remercions Jean-Claude et Josette Bruffaerts, les responsables de l'association Haïti Futur, pour l'accueil chaleureux. Étaient présents également Paul Vermande (Président du Collectif Haïti de France), Régis Ponthieux du GREF et Georges Leperchey du Secours Catholique (réfèrent Coordination Europe /Haïti).

Le constat est là : l'impunité et la corruption règnent toujours en maître en Haïti. Les crimes perpétrés sous la dictature des Duvalier et les régimes qui se sont succédés demeurent impunis et les victimes n'ont pas de recours. Le droit à la participation aux affaires publiques n'est pas assuré, les droits des citoyens ne sont pas institutionnellement protégés et une insécurité juridique les frappe régulièrement. L'absence de volonté politique de réformer le système judiciaire est très inquiétante. Nous connaissons tous le manque de moyens de l'État haïtien et les difficultés à aider à le consolider. Actuellement, c'est le long processus électoral qui est en cours<sup>1</sup>.

La CoEH collabore étroitement avec des organisations et mouvements de la société civile haïtienne. Ses membres sont originaires de six pays européens. Dans le cadre de sa mission la Coordination Europe-Haïti s'engage à donner une voix à la société civile haïtienne à travers ses contacts avec l'Union Européenne. Par son travail de plaidoyer et de partage d'informations, elle veut promouvoir une bonne relation entre l'UE et Haïti et encourager un dialogue politique axé sur une meilleure coopération au développement et des relations commerciales adaptées. Les membres de cette coordination sont :

BroerlijkDelen / Entraide et Fraternité / Woord-Dad / The Haïti Support Group / Collectif Haïti de France / OXFAM / Collectif Haïti de Suisse / Misereor / CCFD Terre Solidaire / Secours Catholique – Caritas France /

Quelques jours après le résultat du référendum britannique (Brexit), les membres de la délégation ont pu rencontrer des parlementaires européens, des chargés géographiques de l'Union Européenne ainsi que des responsables d'ONG.

La Commission Episcopale Nationale Justice et Paix a pour mission en Haïti de permettre aux catholiques de faire le lien entre leurs convictions et un engagement en faveur de la dignité humaine et la défense de ses droits, de s'engager pour faire avancer la justice et la paix dans la société, et de donner un appui pour l'avancement de ce qui est juste et créer une entente dans le pays. Son travail est axé sur l'observation des violences, des injustices et des violations des droits de l'homme, la formation et l'éducation sur les droits

humains, le renforcement du réseau de la Commission, la gestion non violente des conflits et la construction de la paix, l'assistance judiciaire et juridique et la réforme de la Justice.

L'ITECA intervient dans le secteur de l'agriculture et la production animale, la conservation et la transformation de produits agricoles, l'environnement et la recherche d'énergies alternatives. Il utilise des techniques d'animation, d'organisation et de structuration de groupes. Il propose des programmes de gestion organisationnelle et de formation civique. L'institut promeut le renforcement des associations de femmes et de défense des droits des femmes paysannes et se veut un appui à la construction d'un mouvement national de femmes paysannes. Il lutte bien évidemment contre les violences faites aux femmes.

Le GAFE, lui, intervient plus spécifiquement dans les secteurs de l'environnement, de l'éducation, de la santé et du tourisme. Il est spécialisé en développement local et en éducation à l'environnement. L'objectif général du GAFE est d'encourager la gouvernance locale afin que la communauté prenne en charge la gestion de son propre développement dans le cadre d'un développement communautaire durable. Il publie régulièrement des bulletins et revues.

L'objectif de cette réunion informelle était de faire, à travers les rencontres de la délégation, un survol des rapports entre Haïti et l'Union européenne et les entités européennes à l'approche du premier tour des élections présidentielles, législatives et locales (qui venaient d'avoir lieu). L'un d'entre nous y était invité comme témoin pour en faire un compte-rendu.

Cette réunion a également permis aux intervenants de faire part de leurs interrogations sur les scrutins en cours et à venir, notamment en ce qui a trait à l'organisation et au déroulement de ces élections.

Ainsi la préoccupation de Jocelyne Colas (JILAP), qui s'intéresse à la formation aux Droits Humains et aux problèmes d'état civil et à la Justice, était que l'organisation des prochaines élections puisse se faire sereinement et qu'elles se déroulent dans les meilleures conditions. Elle espérait que le taux de participation (notamment celui des femmes) puisse être important pour en légitimer le résultat et asseoir correctement le prochain président dans le fauteuil. Jocelyne Colas indiquait qu'en 2005, une commission d'observation de la Coordination Europe/Haïti était présente.

Chenet Jean-Baptiste (ITECA) a rappelé que le Parlement Européen avait envoyé une Mission d'Observation Electorale en octobre 2015. Le processus électoral sera-t-il conduit à son terme ? David Tilus (GAFE) a signalé que les réseaux européens (Parlement Européen et Union Européenne) sont très dynamiques et sont régulièrement entretenus. Paul Vernande (CHF)

---

<sup>1</sup> Deux tours de la présidentielle, deux tours pour remplacer le tiers du Sénat, le second tour des législatives complémentaires et les élections locales. Le processus électoral se termine le 27 janvier 2017.

a insisté sur l'importance des échanges réguliers entre les associations européennes et la « Coopération Europe/Haïti ». Georges Leperchey (Secours Catholique) a indiqué que l'Allemagne est, dans cette coopération, également très présente en Haïti, avec l'association humanitaire « Misereor ».

La réunion a par ailleurs permis de mettre au jour les incertitudes sur la présence ou non d'observateurs européens. Toutes ces questions, très importantes pour la survie politique du pays, sont en suspens. Certaines réponses viendront avec la publication des résultats définitifs de ces élections.

Il convient de préciser que quelques semaines avant l'arrivée de la délégation, la Mission d'Observation électorale de l'Union européenne (MOE-UE) annonçait qu'*"au vu l'annulation du Premier tour des présidentielles, les conditions [n'étaient] plus réunies pour la continuation des travaux la MOE UE"*. Par contre, la Mission d'observation électorale de l'Organisation des États Américains en Haïti (MOE-OEA) a déployé près de 130 observateurs électoraux, dans tout le pays, pour couvrir les élections du dimanche 20 novembre 2016.

Cette réunion nous a donc permis de rencontrer trois représentants d'organisations haïtiennes importantes, que nous connaissons bien au CHF et dont nous admirons le travail persévérant depuis des années. Nous avons entendu leurs préoccupations et leurs souhaits pour l'organisation correcte des élections du 20 novembre, mais surtout leurs plaintes récurrentes quant à la persistance de l'impunité, la corruption et

l'insécurité juridique en Haïti. Mais nous sommes restés sur notre faim quant au fonctionnement pratique de la Coopération Europe-Haïti. Elle existe depuis 2003, mais comment fonctionne-t-elle ? A quel rythme se réunit-elle ? Avec quel budget ?

Nous sommes heureux de voir qu'elle a pu permettre à ces trois responsables haïtiens de venir à Bruxelles puis à Paris présenter leur travail en Haïti. Leurs rencontres avec des parlementaires européens leur a sans doute permis de renforcer leur demande d'appui d'observateurs européens au moment des élections. Mais quels sont les autres domaines de coopération proposés ou demandés ? Avec quelle qualité d'écoute et d'efficacité ?

Enfin, le CHF est membre de la Coopération Europe-Haïti ainsi que trois grandes ONG françaises, comment travaillent-ils ensemble, qui rencontrent-ils et quels sont les fruits de ces rencontres ?

Nous aimerions en savoir plus aussi sur les participations suisses, allemande... des autres membres de la Coopération. Nous pensons, chers lecteurs de NIH, que vous vous posez les mêmes questions que nous. Nous nous efforcerons de répondre à ces interrogations du mieux possible, nous l'espérons, dans un prochain numéro. Avec tous nos vœux de nouvel an pour vous et pour Haïti, nous nous engageons à vous apporter mois après mois de notre mieux les "nouvelles images d'Haïti" que vous pouvez souhaiter.

*Cet article a été rédigé après le passage de l'ouragan Matthew et après le deuxième tour des élections.*

## Les nouvelles de NIH ont une énergie durable

**Le N°101 (octobre 2011) : On ne naît pas femme, on le devient.  
Être La « Marche des Femmes » : Haïti doit emboîter le pas !**

*Par Nancy Roc. Comme les centaines de milliers de femmes dans le monde aujourd'hui, les femmes haïtiennes doivent revendiquer leurs droits et s'émanciper. Les Haïtiennes sont quotidiennement victimes de violence ou d'exclusion, et la situation ne fait que s'aggraver. Les chiffres relatifs aux atteintes sexuelles, publiés par les organisations de femmes haïtiennes, sont alarmants, mais loin de représenter l'ampleur du problème, dans la mesure où la honte,*

*ressentie par les victimes de violences sexuelles, et le manque de confiance dans l'appareil judiciaire amènent de nombreuses femmes à se taire.*

*Les femmes haïtiennes, victimes de violence ou pas, doivent dire NON à la violence, la discrimination à l'égard des femmes et à la passivité de l'Etat vis-à-vis des différents engagements pris tant au niveau local qu'international.*

## VU DANS LA PRESSE ET L'ÉDITION

**Libération – 02/01/2017 - La France en campagne vue d'ailleurs**

Nous avons demandé à six écrivains (Yigit Bener à Istanbul, Yanick Lahens à Port-au-Prince, Véronique Tadjo à Londres, Alexander Maksik à New York, Ken Bugul au Sénégal et Samir Toumi à

Alger) de suivre la présidentielle et les législatives françaises. Ils interviennent quand ils le souhaitent, sur le sujet et avec le ton qu'ils choisissent.

Qui pratique le déni n'a que faire de l'histoire et préfère le confort illusoire des faits amputés de leurs causes. Pourtant, l'incontournable question migratoire se retrouvera au cœur du débat électoral et des politiques qui seront mises en œuvre des deux côtés de l'Atlantique.

[...] En me référant à cette île d'Haïti (ancienne Saint-Domingue) où je vis, beaucoup ont oublié visiblement le génocide des Indiens par l'Espagne, la mise en esclavage par la France de populations déplacées d'Afrique et qui s'est soldée par des millions de morts tant dans la déshumanisation violente de la traversée que dans celle des plantations. Saint-Domingue

produisait, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, autant de sucre que le Brésil, Cuba et la Jamaïque réunis en vue de l'enrichissement de sa métropole. C'est au prix de cet échange culturel que la bourgeoisie française de toute la côte Atlantique de Bordeaux à Nantes en passant par La Rochelle a pu asseoir son pouvoir économique à la veille de la Révolution française. La brutalité des luttes pour notre indépendance acquise en 1804 se situe en deçà de cette violence inouïe. Pourtant, pour échapper au blocus asphyxiant décidé par les puissances coloniales de l'époque, solidaires de la France, nous avons dû payer à l'ancienne métropole, de 1820 à 1944, un dédommagement aux planteurs. [...]

## L'ACTUALITE DU COLLECTIF HAITI DE FRANCE

### Rencontre entre les collectifs régionaux sous le soleil de Marseille

Le Collectif Haïti de France a organisé, dans une logique de renforcement des liens de son réseau et de partage d'expérience, une rencontre avec les collectifs régionaux à Marseille, les 20 et 21 janvier dernier. Pour plus de proximité entre les différentes échelles de son réseau, la création des collectifs régionaux est, depuis deux ans, un enjeu clef de sa structuration. Aujourd'hui au nombre de 5 (le Collectif de Nantes, le Collectif Haïti Provence Méditerranée CHPM, le Collectif Haïti Occitanie CHO, le Collectif 35 des Amis d'Haïti en Bretagne et le Réseau Auvergne Rhône-Alpes pour Haïti, RARAH), 4 étaient présents lors de ce week-end d'échanges. Enrichissantes et motivantes, les

discussions ont permis de faire le point sur l'actualité des collectifs, de partager des conseils et des idées, de mieux se connaître et de présenter des outils utilisables en région pour sensibiliser, communiquer, trouver de l'information sur Haïti...

Une intervention de Nadine Baggioni Lopez, professeure agrégée d'Histoire et Géographie à l'université d'Aix-en-Provence, sur le thème « Haïti et la mondialisation depuis 1492 et dépendances alimentaire », a permis de nous rappeler à quel point Haïti occupe une place névralgique dans les relations internationales, et ce depuis leurs existence.

Une rencontre à refaire !

### Relance de la campagne "Solidaires des éleveurs haïtiens"

Suite à l'évaluation du programme réalisée par AVSF en septembre 2015, les impacts positifs étaient mis en évidence : sur le terrain, plus de 500 personnes ont eu accès à l'élevage et au marché laitier local grâce au programme Manman Bèf. Resserrant les liens entre éleveurs et impulsant même une dynamique territoriale par la création d'organisations locales paysannes, le programme permet aussi de dégager des revenus par la vente du lait aux laiteries du réseau Lèt Agogo pour, par exemple, inscrire un enfant à l'école. Mais en coulisses, des points à améliorer ont pointé leur nez. C'est pourquoi après deux missions de terrain et beaucoup de concertation avec les partenaires du programme et les éleveurs, les nouvelles modalités proposées vont permettre de resserrer les liens entre investisseur et bénéficiaire, et ce malgré la distance qui les sépare ! Pour ce faire, le renforcement du suivi sur place est matérialisé par les points focaux, personnes chargées du suivi dans chacune des zones du

programme. Grâce à eux, les actualités sur les vaches et les éleveurs remonteront jusqu'aux investisseurs régulièrement, notamment par le biais du nouveau bulletin d'information spécial Manman Bèf, Anba Manmel, au plus près de la source ! Le nouveau programme propose également des modalités d'investissement légèrement qui vont permettre de développer et de renforcer le réseau Manman Bèf. Grâce à vos contributions, les éleveurs vont maintenant bénéficier de formations sur la conduite de l'élevage et ainsi améliorer leurs pratiques ! Pour finir sur les grandes lignes de changement, les femmes seront particulièrement au cœur du programme.

### Pour en savoir plus :

<http://www.collectif-haiti.fr/programme-maman-bef.php>